

Questions orales

Mlle Carney: Je suis désolée, monsieur le Président, ils ne s'intéressent pas à ma réponse.

M. Murphy: Monsieur le Président, c'est vrai qu'avec les conservateurs les temps sont difficiles pour certains.

LE RESPONSABLE DES DÉPENSES

M. Rod Murphy (Churchill): Monsieur le Président, il est évident que le directeur des communications du premier ministre a un mode de vie qui correspond bien à celui du premier ministre.

Ma question supplémentaire s'adresse au vice-premier ministre. Qui protège les intérêts du Trésor public? Qui représente les contribuables pour s'assurer que le gouvernement réduit bien les dépenses vraiment excessives et inutiles?

Des voix: Bravo!

M. Benjamin: Donnez-nous de quoi alimenter nos robots ménagers.

Une voix: Supprimez le chauffeur de Broadbent.

M. Broadbent: Vous ne pourriez pas tomber plus bas.

M. le Président: Le député de Churchill a posé une question, et je demande aux députés de permettre au ministre d'y répondre.

L'hon. Pat Carney (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, je peux ajouter, en réponse à la question du député, que les meubles achetés pour cette maison restent naturellement la propriété du gouvernement canadien et seront utilisés par le successeur de M. Phillips.

* * *

LES FORÊTS

L'ÉLABORATION D'UNE POLITIQUE NATIONALE

M. John A. MacDougall (Timiskaming): Monsieur le Président, c'est au ministre chargé des Forêts que je m'adresse. Depuis deux ans, le ministre a eu des entretiens poussés avec tous ceux qui oeuvrent au sein du secteur forestier, en vue d'élaborer une stratégie nationale des forêts.

Je me demande si le ministre accepterait de renseigner la Chambre sur les progrès réalisés dans cet important dossier.

L'hon. Gerald S. Merrithew (ministre d'État (Forêts et Mines)): Monsieur le Président, le député a tout à fait raison. Les intervenants du secteur forestier, qui comprennent les compagnies, les provinces, les travailleurs et les hommes de science, demandent depuis fort longtemps au gouvernement d'élaborer une stratégie nationale des forêts.

Ils ne veulent absolument pas d'une stratégie que le gouvernement fédéral leur imposerait, comme ce fut le cas en 1981. Ils tiennent à ce qu'elle soit élaborée à partir des données fournies par les premiers intéressés.

C'est la raison pour laquelle le Conseil canadien des ministres des forêts s'est mis à l'oeuvre. Il a organisé des tables rondes auxquelles ont pu participer toutes sortes d'intervenants du secteur forestier. Par ailleurs, le Congrès forestier national, le plus important jamais organisé au Canada, a examiné cette question sous tous ses aspects.

L'équipe de travail formée à la suite de ce congrès se consacre à cette tâche avec application et abordera vraisemblablement le problème lors d'une séance importante qui aura lieu en juillet dans les Maritimes et la nouvelle stratégie pourrait être ratifiée en septembre par le Conseil canadien des ministres des forêts.

Nous sommes en droit d'espérer que le Canada sera doté au plus tard à l'automne d'une politique nationale des forêts mise au point par les intéressés eux-mêmes.

* * *

LES DÉPENSES DU GOUVERNEMENT

LES DÉPENSES FAITES DANS L'INTÉRÊT D'UN ANCIEN HAUT FONCTIONNAIRE DE L'AMBASSADE CANADIENNE À WASHINGTON

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Dans notre épisode d'hier de la chronique sur l'art de vivre des gens riches et célèbres, nous avons vu comment Freddy «le rapide» avait fait aménager dans son bureau une cuisine de 35 000 \$. Dans l'épisode d'aujourd'hui, nous voyons comment Bruce «la dépense» dilapide 80 000 \$ provenant de l'argent des contribuables pour se faire rénover une maison.

Il y a quelques minutes, le ministre responsable a déclaré que de tels déboursés allaient de pair avec la nature du poste. Comment le ministre peut-il alors expliquer que le titulaire précédent n'ait pas bénéficié de prodigalités du genre? Comment se fait-il que la maison jugée convenable dans le cas de M. Gossage ne l'est plus dans celui de M. Phillips?

● (1150)

L'hon. Stewart McInnes (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, les dépenses ont été faites conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor et selon le rang du poste.

M. Boudria: De toute évidence, monsieur le Président, seul le premier ministre peut aller plus loin dans la prodigalité.

[Français]

ON DEMANDE L'ARRÊT DE CERTAINES DÉPENSES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): Monsieur le Président, je veux poser ma question supplémentaire au ministre. Encore une fois, on a une autre des belles histoires de gaspillage du parti conservateur. Est-ce que le vice-premier ministre est prêt aujourd'hui à faire un engagement à cette Chambre à l'effet que ce genre de dépense va cesser? Tous les jours, nous en entendons une nouvelle. Est-ce que le vice-premier ministre n'en a pas assez lui-même de cette sorte d'orgie de la part de ses confrères et des camarades du premier ministre?

[Traduction]

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, le député parle de dépenses. Je voudrais simplement lui rappeler que le gouvernement actuel a hérité d'un gâchis de 38 milliards de dollars au niveau du déficit et d'une dette nationale de 200 milliards. S'il y a lieu de parler de prodigalité dans la dépense, c'est chez nos amis d'en face qu'il faut regarder et pas ailleurs.